



Il passait pour un magicien  
de la finance. Aujourd'hui, le gouverneur  
de la Banque du Liban est  
accusé d'avoir ruiné ses compatriotes

# RIAD SALAMÉ BANQUEROUTE À BEYROUTH



En 1989, lors d'une soirée parisienne. Riad Salamé, alors banquier chez Merrill Lynch, s'occupe des comptes de Rafic Hariri.

**La fourmi en chef était en fait le roi des cigales. Nommé en 1993 gouverneur de la banque centrale par son ancien client Rafic Hariri, Riad Salamé a offert au Liban une stabilité financière inespérée après des années de guerre civile. Le système reposait cependant sur un mirage, qui s'est évaporé en 2019. Ami des puissants, doté d'un réseau aussi imposant que son patrimoine, le grand argentier de 71 ans est toujours en place. Mais le sauveur d'hier, poursuivi dans de nombreux pays pour détournements massifs de biens publics, est devenu l'homme de la faillite et la personnalité la plus détestée du Liban.**

PHOTO TONY HAGE / ENQUÊTE SOPHIE DES DÉSERTS

Avec Christine Lagarde, directrice du FMI, lors d'une réunion avec la Banque mondiale, en 2012 à Tokyo. « On a bien travaillé ensemble », dit Riad Salamé.



## Et dire que, en pleine crise des subprimes, il est sacré meilleur banquier central du monde

Par Sophie des Déserts

**L**a fête est finie. Plus d'argent, la livre autrefois si solide, arrimée au dollar, dévaluée à plus de 90 %. Tout manque, l'essence, l'électricité, les médicaments, le Liban agonise, entre résignation et rage. C'est l'heure des comptes et les regards se tournent vers lui : Riad Salamé, le sphinx de la Banque du Liban (BDL), gouverneur depuis 1993, chantre de la stabilité financière, roué en montages et en discours rassurants, insubmersible gardien du coffre et de ses secrets. Vingt-huit ans qu'il tient tout, louvoyant entre les crises et les guerres, les argentiers du Golfe, d'Iran, de Syrie et les analystes du FMI, porté par ses décorations de « meilleur banquier central » et les hommages de Chirac, qui lui offrit un passeport tricolore et la Légion d'honneur. « Riad, disait-il, sera un jour président du Liban. » Le grand Jacques appréciait ce petit Oriental cultivé, toujours bien mis, gominé, cigare au bec, qui lui avait été présenté par son ami Rafic Hariri. Riad Salamé a été fort bien traité par la France, jusqu'en septembre 2020, quand Emmanuel Macron l'a accusé, à mots à peine voilés, d'avoir bâti un « schéma de Ponzi », ce système frauduleux basé sur des taux d'intérêt insensés, rendu célèbre par Madoff. Diable, l'honorable gouverneur aurait ainsi joué, à l'échelle d'un État... Comment est-ce possible ? Riad Salamé a-t-il encouragé la débâcle, comme le pensent nombre de Libanais, dont l'économiste Toufic Gaspard, ancien conseiller au FMI, qui parle du « plus gros krach bancaire des temps modernes » ?

« Tout ça est de la pure calomnie », indique le gouverneur par téléphone, en remerciant « d'avoir appelé ». Les « r » roulent, petit ton à la traîne habitué à temporiser : « Rendez-vous compte, on me traite de voleur, comme si j'étais Al Capone, alors que je n'ai pas détourné un sou... Le Liban traverse une passe difficile et je suis le bouc émissaire. » Il vit sous haute protection, avec vingt policiers qui le suivent de sa villa des environs chics de Beyrouth au sixième étage de la BDL, où est aménagé son vaste bureau avec un lit pour les siestes et les nuits de tension.

Riad Salamé concentre la colère. « Voleur », ont tagué sur les murs de Beyrouth des jeunes descendus dans la rue en 2019, lors du désormais célèbre mouvement du 17 octobre. Son nom s'est mis à sentir le soufre, France Inter dut même préciser que sa journaliste Léa Salamé n'avait aucun lien avec lui. Un consortium de journalistes l'accusait de détournements de fonds et des Libanais décidèrent de saisir la justice, furieusement déterminés après l'explosion tragique du port de Beyrouth. Ils sont une vingtaine, souvent issus de la diaspora, des initiés, juristes, financiers, diplômés de Polytechnique, de HEC... tous rongés par la culpabilité d'avoir aveuglément profité du système puis perdu eux aussi. « Mais on a la chance d'avoir encore des moyens, confie l'un d'eux, dans ses bureaux parisiens. Alors, on a décidé de se battre pour ne pas laisser ce pays aux mains de pourris. » Ils veulent rester anonymes, se vivent comme un « commando de résistants ». Pour eux, le gouverneur de la BDL constitue la tête de pont, le plus visible, détenteur d'un patrimoine disséminé dans le monde entier qu'ils retracent avec leurs avocats, des enquêteurs, des taupes dans les banques... Feu, ont-ils décrété au printemps dernier, avec des procédures lancées à Beyrouth, Londres et Bern, où le parquet suisse a ouvert la première enquête pour détournement de fonds et blanchiment aggravé, après un signalement de la Julius Bär Bank. « On reconstitue peu à peu le puzzle, c'est vertigineux,



**Une énième manifestation devant les banques libanaises, le 25 septembre 2021. En deux ans, les prix ont été multipliés par trois ou quatre, les retraits ne peuvent excéder 10 millions de livres par mois (soit environ 380 euros) et ceux en dollars sont interdits.**

la fortune du clan Salamé avoisinerait les 500 millions de dollars», estime M<sup>e</sup> Zena Wakim, qui a déposé plainte, à Genève, au nom de la fondation Accountability Now. Elle a aussi saisi le Parquet national financier (PNF) à Paris, peu avant William Bourdon, l'avocat réputé pour sa lutte contre les biens mal acquis, avec son association Sherpa. «On vise toute une mafia corruptive, insiste-t-il, pas expressément le gouverneur de la banque centrale.» Sa plainte contre X détaille néanmoins le patrimoine de Salamé, de sa famille, de deux femmes qu'il a gâtées; dédales de sociétés à Malte, à Panama, au Luxembourg (près de 94 millions de dollars rien que dans le Duché), biens immobiliers à Munich, Londres, Leeds, Bristol, Birmingham... Et à Paris, dont plusieurs propriétés dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, des appartements payés cash pour près de 9 millions d'euros, sur les Champs-Élysées. Sacré Monopoly, les magistrats français enquêtent, en lien avec leurs homologues suisses, anglais, allemands, luxembourgeois... Tous se sont réunis, mi-octobre, à Eurojust, le pôle judiciaire européen, autour du cas Salamé.

Lui dirige toujours la Banque centrale libanaise, apparemment serein. «Je répondrai à toutes les requêtes des juges. Mon patrimoine était de 23 millions de dollars avant que je sois gouverneur, je l'ai multiplié par sept ou huit, normal», déroule-t-il, en indiquant que son avocat parisien, Pierre-Olivier Sur, a déposé un récapitulatif au PNF. «J'ai aussi demandé à une société d'auditer mon patrimoine.» Laquelle? Il esquive, des réunions l'attendent avec le FMI et la Banque mondiale, promesse de se rencontrer à Paris. Il y vient souvent, généralement en jet. Des douaniers l'ont cueilli en juin dernier sur le tarmac du Bourget. Salamé a tendu son passeport diplomatique, déclaré transporter 50 cigares et 15 000 euros, avant de devoir ouvrir sa mallette et d'assister au décompte des liasses; 90 763 euros. Malaise des fonctionnaires qui, après avoir alerté la Direction générale des douanes, ont reçu l'ordre de transiger à l'amiable, au terme d'une audition consignée sur PV. «C'est mon argent personnel», a indiqué le gouverneur, agacé qu'on lui demande pourquoi il avait menti: «Je ne vérifie pas cet argent. J'avais oublié qu'il était là.» Un sbire fut chargé de régler l'amende de 2 700 euros. Salamé, lui, a filé, retrouvant ses palaces favoris, le George V et le Plaza Athénée, avant d'aller visiter quelques amis en Porsche.

**Son nom sent tellement le soufre que France Inter fait savoir que Léa Salamé n'a aucun lien avec lui**

Le gouverneur roule ainsi, sans limite, depuis sa nomination à la BDL. C'était en 1993, une décision du Premier ministre Rafic Hariri, cet ex-comptable devenu milliardaire après avoir lancé son entreprise de construction en Arabie saoudite, cédé à un membre de la famille royale sa sublime épouse (la mère de Saad) et bâti peu à peu un empire. Le transfert de son siège social, en 1982 à Paris, lui permit de rencontrer Jacques Chirac, édile chaleureux, toujours prêt à lisser quelques problèmes fiscaux, qu'il gratifia de constantes attentions, prêtant notamment son avion pour que Laurence Chirac, atteinte d'anorexie, puisse consulter des psychiatres aux États-Unis. À l'époque, Rafic Hariri disposait de comptes chez Merrill Lynch, avenue d'Iéna, où officiait Riad Salamé. Il

avait la trentaine, de l'ambition héritée d'un père longtemps affairé en Afrique et d'une éducation chez les jésuites de Notre-Dame de Jamhour, avant des études d'économie. «J'ai connu M. Hariri lors de la privatisation de Paribas, quand il a pris 4 % du capital, se souvient Salamé. Il a pris l'habitude de me faire venir chez lui à 6 heures du matin. Je lui ai fait gagner beaucoup d'argent. Un jour, il m'a dit: "Il est temps qu'on fasse un peu pour

le pays." J'ai hésité, je gagnais bien ma vie, j'habitais Neuilly, mes enfants étaient petits. Puis j'ai sauté le pas.»

Le Liban est alors ravagé après quinze années de guerre civile. Riad Salamé, chargé d'assurer la stabilité financière, institue un taux de change fixe, le dollar à environ 1 500 livres. «La seule façon, rappelle-il, de développer un pays sans ressources qui importe 85 % de ses besoins.» Pour attirer les capitaux, une politique de taux d'intérêt élevés – 6, 7, 8 % qui grimperont jusqu'à 14 %. Bonheur des épargnants, des banques (et des politiques détenteurs d'une grosse partie de leur capital), qui sont incitées à placer les liquidités à la Banque centrale et dans des bons du Trésor bien rémunérés. Voilà comment l'État s'est allégrement endetté, offrant de l'électricité [SUITE PAGE 74]



Lors de la troisième conférence internationale de soutien au Liban, dite Paris III, voulue par le président Jacques Chirac, en 2007, en présence (de g. à dr.) de Fouad Siniora, Premier ministre libanais, Riad Salamé, Philippe Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères, et Thierry Breton, ministre des Finances.

gratuite, de l'essence peu chère, des écoles privées aux enfants de ses fonctionnaires... avec, in fine, une dette explosive. «Les taux pour les bons du Trésor ont parfois atteint 25 %, se souvient un ancien pilier du ministère des Finances. Riad nous citait les taux du Zimbabwe, du Panama... il était si sûr de lui.» Le maronite contrôle tout, avec sa garde rapprochée et, pour la forme, trois vice-gouverneurs nommés dans chaque communauté. «Tant que je serai là, répète-t-il, aucune banque ne fera faillite.» Et il ne cessera de renflouer des établissements, notamment la Bankmed, propriété des Hariri, d'opérer des fusions. Il gère aussi l'approvisionnement en pétrole, le rachat du casino de Beyrouth, de la Middle East Airlines... Personne ne moufte à la BDL tant la vie est douce: hauts salaires, voitures de fonction, défraiements princiers (plus de 1 000 dollars par jour en cash, sans justificatif, pour les missions à l'étranger). Il peut arriver que des rebelles de la commission de contrôle l'interpellent: n'est-il pas dangereux de maintenir à tout prix la parité avec le dollar et de pousser les banques à acheter des bons du Trésor en dépassant les ratios de prudence? Et, d'ailleurs, pourquoi les banques étrangères se retirent-elles progressivement du Liban? «Fais un rapport», élude Salamé dans ses volutes de cigare. Ou bien: «Il faut bien faire tourner le pays...» Toujours l'art d'endormir les critiques. «La presse a aussi été muselée, confesse un ancien journaliste de "L'Orient-Le Jour". La BDL achetait des pages de publicité aux journaux, filait des subventions, des billets en première de la Middle East...» Le gouverneur, lui, joue le grand serviteur de l'État: «J'ai mené une vie de moine», soutient-il encore.

Seuls ses proches connaissent sa passion pour les montres de luxe, collectionnées par dizaines. Sa femme, papasse des soirées «Mille et Une Nuits» de Beyrouth, propriétaire d'une luxueuse boutique de décoration, brille dans les pages du magazine «Prestige». Salamé, lui, fuit les mondanités, fait blinder sa BMW. L'assassinat de son mentor, Rafic Hariri, en 2005, l'a secoué: «Grande tristesse», se souvient-il. Mais de là date sa montée en puissance. C'est lui qui devise avec Jacques Chirac afin d'organiser, en 2007, une énième conférence pour aider le Liban. Il faut débloquer 400 millions d'euros, a ordonné à Bercy le président, quatre mois avant de quitter l'Élysée pour le somptueux appartement du quai Voltaire, prêté par la famille Hariri. Devant un parterre de diplomates et de financiers, Chirac salue Salamé, «le garant vigilant et respecté» de la stabilité monétaire. Le gouverneur se rêve alors en président du Liban: «Donnez-moi les rênes du pays, lance-t-il dans les cercles d'influence. Vous verrez de quoi je suis capable.»

«The enigmatic banker», note, en 2007, l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, dans des câbles révélés par WikiLeaks. Jeffrey Feltman observe son «autonomie extrême» à la BDL, sa réticence à publier les comptes, son «allergie suspecte» aux inspecteurs du FMI et ses liens étranges avec les chefs du Hezbollah et le clan Assad, qu'il visite secrètement à Damas. «Il y a tant de squelettes dans le placard de Salamé, s'inquiète l'ambassadeur. Les Syriens le contrôleront facilement.» Les Américains mettront le gouverneur sous surveillance, l'obligeant notamment, en 2011, à fermer deux cents comptes suspectés d'être liés au mouvement chiite figurant sur leur liste des organisations terroristes. En France, on le considère pourtant comme un correspondant fiable. «Tout le monde s'accordait à penser que Salamé tenait l'État libanais», confirme Jean-Pierre Jouyet, qui l'a fréquenté quand il dirigeait le Trésor. Même son de cloche au Quai d'Orsay ou parmi les ex-gouverneurs de la Banque de France.

## Dès 2007, il se rêve en président du Liban. « Donnez-moi les rênes du pays, lance-t-il. Vous verrez de quoi je suis capable »



**Déterminés.** Zena Wakim (à g.), avocate de la fondation suisse Accountability Now, et William Bourdon (à dr.), avocat de l'ONG Sherpa, les deux organismes qui, en avril 2021, ont déposé plainte contre Riad Salamé pour des faits présumés de blanchiment et d'escroquerie.



Salamé a été sacré, en 2009 et 2010, « meilleur banquier central du monde », pour avoir évité aux banques libanaises le bouillon des subprimes. Évidemment, il leur avait interdit d'y souscrire afin de garder les liquidités au pays ! « Un héros, s'emballe le "Los Angeles Times". Un gestionnaire résistant à l'argent facile. » Salamé est applaudi à la Banque mondiale, rehaussé sur talonnettes, flanqué d'une ravissante cheffe de cabinet qui l'appelle « His Highness » et le regarde, attendrie, discourir contre l'évasion fiscale.

Cette ex-stagiaire sait comme il opère dans les paradis offshore, avec elle – qui aurait ouvert des comptes au Panama pour des dizaines de millions de dollars –, avec son frère Raja Salamé – qui a touché, depuis une société créée dans les îles Vierges britanniques, ses commissions sur les émissions de bons du Trésor libanais. Les 300 millions d'euros versés entre 2002 et 2014 par la BDL sur son compte HSBC ont nourri la première plainte en Suisse.

« Rien d'illégal », jure Riad Salamé, protecteur de son cadet, qui a rendu tant de services, gérant ses biens sur les Champs-Élysées, transformés en partie en bureaux et loués à la BDL 1 million d'euros par an. Ils sont administrés par une Ukrainienne avec qui le gouverneur eut, en 2005, une fille, tardivement reconnue, aujourd'hui scolarisée à Neuilly. Quelle vie de moine... Et la folle mécanique s'est emballée en 2016 dans un Liban miné par la guerre en Syrie, les réfugiés en masse, les liquidités en baisse. Salamé enclenche alors une ingénierie de plus en plus complexe, ciselée avec des banques occidentales qui ont émis des eurobonds à des taux insensés, fourgués aux banques libanaises. Profits record, dette incontrôlable, crash inévitable. À la télé, le gouverneur débite son éternelle langue de bois. Il peut encore compter sur le silence des fonctionnaires du FMI, du Quai d'Orsay qui, en privé, anticipent le désastre. Mais Macron est prêt à aider, par tradition, par amitié pour la communauté libanaise qui l'a accueilli à Beyrouth en 2017 et a financé plus de 10 % de sa campagne. Il travaille avec deux vieilles connaissances de Salamé, autrefois ambassadeurs au Liban, Emmanuel Bonne, son conseiller diplomatique, et Bernard Emié, un ancien proche de Chirac devenu directeur de la DGSE. Une nouvelle conférence, dite CEDRE, se prépare, mais le sort s'acharne : séjour forcé de Saad Hariri à Riyad, panique des marchés, crise politique, révolte du peuple... Après le mouvement du 17 octobre, les

**300 millions d'euros virés sur le compte de son frère en Suisse ont nourri la première plainte**

transferts d'argent sont rationnés sans qu'une loi les interdise, ce qui permet l'évasion de fortunes (plus de 3 milliards d'euros rien qu'en Suisse). Devant le Conseil des ministres qui demande des explications, des chiffres, Salamé louvoie encore. « Secret bancaire », argue-t-il. La garde des Sceaux, Marie-Claude Najm, s'indigne : « Mais enfin, les Libanais ont le droit de savoir où est passé leur argent ! » Silence. « Je suis porteur de bons du Trésor pour 34 milliards », répète-t-il alors que l'État est en faillite.

Nombre de conseillers proposent au gouvernement leurs services, dont DSK et Fillon, finalement coiffés par les banquiers de Lazard. Salamé refuse de les rencontrer, de montrer les comptes. Il faut que le Premier ministre tempête pour qu'un classeur apparaisse : le bilan en arabe de la BDL. Dans le dédale des chiffres, une ligne exponentielle se détache, titrée « other assets » (autres actifs) pour 43,7 milliards de dollars, aujourd'hui évalués à 56 milliards. Ce sont les pertes de la Banque centrale. Sidération, le sort du gouverneur paraît scellé, comme le souhaite le président Aoun, mais des piliers du régime s'y opposent. Si Salamé saute, les clés de la Banque centrale tomberaient dans les mains du vice-gouverneur, un chiite proche du Hezbollah. Et puis, que deviendraient les secrets sur les petits arrangements, les comptes des dirigeants, les fortunes déposées par Assad, Kadhafi, Saddam Hussein... ? Le sphinx est resté, soutenu par le nouveau Premier ministre, Najib Mikati, son vieux copain milliardaire. Les juges peuvent bien enquêter... En attendant, la France n'a pas encore gelé les avoirs du gouverneur. Macron ne parle plus de lui, ni de sa pyramide de Ponzi. Au Quai d'Orsay et à la DGSE, on lui a fait comprendre que Salamé était une mauvaise cible. « Il tient le système et le système le tient, souffle un diplomate. C'est une tragédie, il finira en prison ou assassiné. » L'idée de l'exfiltrer, brièvement évoquée, a été abandonnée. — **Sophie des Déserts**